

## AVENANT

### ENTENTE DE SERVICE CONCERNANT LE PROJET D'ENQUÊTE RELATIVE À LA MALTRAITANCE EN ÉTABLISSEMENTS EXPLOITANT UNE MISSION DE CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE

**ENTRE :** **L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC**, organisme légalement institué en vertu de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* (RLRQ, chapitre I-13.011), ayant son siège au 200, chemin Sainte-Foy, 5<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1R 5T4, agissant par monsieur Simon Bergeron, statisticien en chef, dûment autorisé aux fins des présentes;

ci-après désigné l'« Institut »;

**ET :** **LA MINISTRE RESPONSABLE DES AÎNÉS ET DES PROCHES AIDANTS**, pour et au nom du Gouvernement du Québec, représentée par madame Natalie Rosebush, sous-ministre adjointe à la Direction générale des aînés et des proches aidants;

ci-après la « Ministre responsable des Aînés »;

**ATTENDU QUE** les parties ont conclu le 28 mars 2018, avec le Ministre de la Santé et des Services sociaux, une entente de service concernant le projet d'enquête relative à la maltraitance en établissement exploitant une mission de centre d'hébergement et de soins de longue durée (ci-après l'« Enquête »);

**ATTENDU QUE** depuis la signature de l'Entente, le Secrétariat aux aînés, relevant de la Ministre responsable des aînés, a été intégré à la Direction générale des aînés et des proches aidants du Ministère de la santé et des services sociaux;

**ATTENDU QUE** depuis la signature de l'Entente, il y a eu des travaux effectués dans le cadre de l'Enquête, entre autres concernant la méthodologie et l'élaboration des instruments de collecte et que, compte tenu de la pandémie de COVID-19 dont les effets se sont notamment fait ressentir dans les centres d'hébergement et de soins de longue durée, les parties ont convenu de suspendre les travaux et de reporter la collecte de données;

**ATTENDU QUE** les Parties s'entendent maintenant sur la reprise des travaux et sur l'échéancier global du projet;

**ATTENDU QUE** les Parties considèrent que les échéanciers détaillés de l'annexe A à l'entente devront faire l'objet d'un examen plus précis, notamment en regard de la situation épidémiologique;

**ATTENDU QUE**, conformément à la clause 13 de l'Entente, toute modification à cette dernière doit faire l'objet d'une entente écrite signée par les Parties;

**EN CONSÉQUENCE**, les Parties conviennent de ce qui suit :

1. Dans l'Entente, toutes les références à la Ministre responsable des Aînés et au Ministre de la Santé et des Services sociaux réfèrent maintenant uniquement à la Ministre responsable des Aînés.
2. La clause 2.8 de l'Entente

« Mettre sur pied un Comité consultatif composé de représentants de la Ministre responsable des Aînés et du Ministre de la Santé et des Services sociaux ainsi que d'organismes associés à l'hébergement de personnes âgées au Québec et d'en définir, en collaboration avec ceux-ci, la composition, le fonctionnement et le mandat, lequel devra, entre autres, viser à échanger sur les objectifs et la méthodologie du Projet ainsi que sur les stratégies à adopter pour favoriser la participation des CHSLD à la réalisation de celui-ci»

Est remplacée par ce qui suit :

« Au besoin, mettre sur pied tout autre comité composé de représentants de la Ministre responsable des Aînés et du Ministre de la Santé et des Services sociaux ainsi que de chercheurs ou organismes associés à l'hébergement et de soins de longue durée de personnes âgées au Québec et d'en définir, en collaboration avec ceux-ci, la composition, le fonctionnement et le mandat, lequel devra, entre autres, viser à échanger sur les stratégies à adopter pour favoriser la participation des établissements exploitant une mission CHSLD à la réalisation de celui-ci»

3. À la clause 4.1 de l'Entente, les mots : « se termine le 31 mars 2022 » sont remplacés par les mots suivants : « se termine le 31 décembre 2025 »;
4. À la clause 6.5 de l'Entente, les mots : « au plus tard le 31 mars 2022 » sont remplacés par les mots suivants : « au plus tard 31 décembre 2025 »;
5. À la clause 16.2 de l'Entente le représentant à l'entente de la Ministre responsable des Aînés est remplacé par :

Madame Marie-France Hallé  
Directrice adjointe de la Direction adjointe de la bientraitance et de la lutte contre la maltraitance  
Secrétariat aux aînés  
Direction générale des aînés et des proches aidants  
Ministère de la Santé et des Services sociaux  
Édifice Catherine-De Longpré  
1075, chemin Sainte-Foy, 4e étage  
Québec (Québec) G1S 2M1  
Courriel : [REDACTED]

6. À la clause 16.2 de l'Entente le représentant pour le Ministre de la Santé et des Services sociaux est biffé;
7. Les échéanciers inscrits à l'annexe A de l'Entente seront modifiées ultérieurement par le biais d'un deuxième avenant;
8. Dans l'éventualité d'un conflit entre les modalités de l'Entente et les modalités du présent avenant, les modalités de ce dernier prévaudront;
9. Les clauses de l'Entente qui ne sont pas affectées par le présent avenant demeurent pleinement en vigueur.

**EN FOI DE QUOI**, les Parties ont signé la présente entente :

Ce 29<sup>e</sup> jour du mois de mars 2022, à Québec

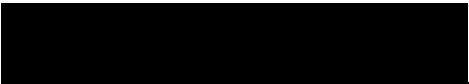
**INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC**



SIMON BERGERON  
Statisticien en chef

Ce        jour du mois de        2022, à Québec

**MINISTRE RESPONSABLE DES ÂÎNÉS ET DES PROCHES AIDANTS**



2022-03-30

NATALIE ROSEBUSH  
Sous-ministre adjointe à la Direction générale des aînés et des proches aidants